

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 20 JUIN 1911.

Projet de loi portant revision des pensions des officiers et des fonctionnaires assimilés à ce grade.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

Le tarif des pensions militaires des quarante dernières années a été fixé par les lois de 1871, 1880 et 1888; à part deux améliorations peu importantes (1), le tarif actuellement appliqué est donc en vigueur depuis vingt-trois ans, alors que les deux dernières revisions générales se sont succédé à neuf et huit ans d'intervalle.

Depuis 1888, sauf pour quelques catégories d'officiers, les traitements et les soldes ont été majorés. Logiquement, la même mesure s'imposait pour les pensions, afin de maintenir un rapport équitable entre ces diverses allocations et de ne pas laisser les membres de l'armée dans une situation d'infériorité relativement aux fonctionnaires et agents des administrations civiles, qui, normalement, peuvent obtenir une pension équivalente aux $\frac{3}{4}$ du traitement annuel moyen des cinq dernières années.

Le projet de loi que nous avons l'honneur de soumettre aux délibérations de la Chambre a pour objet : a) de relever le tarif des pensions; b) de supputer l'activité dans le grade, non plus par périodes de deux années, mais par année de service au delà de deux ans, et de réduire, pour les officiers généraux et supérieurs, le terme de dix ans d'activité dans le grade donnant droit au maximum de la pension; c) d'attribuer aux officiers issus des cadres subalternes des années de service pour les examens exigés en vertu des

(1) La loi du 2 juillet 1896 a fractionné en périodes de deux années — donnant droit chacune à une augmentation de 4 p. c. du montant de la pension — les dix années complètes d'activité dans le grade motivant l'augmentation de 20 p. c.

La loi du 24 avril 1901, instituant une pension distincte pour les capitaines commandants, a augmenté de 8 p. c. le taux de la rémunération de ces officiers qui auparavant avaient la pension du capitaine en second.

arrêtés royaux sur l'organisation de l'armée, afin de leur permettre d'atteindre le maximum de la pension.

Les chiffres suivants indiquent : 1° le rapport p. c. qui existait en 1888 entre la pension maximum (40 ans de service et 10 ans de grade) et le traitement intégral d'activité; 2° celui qui existe actuellement entre ces allocations et 3° celui que l'on établirait en adoptant nos propositions.

	En 1888.	Actuellement.	Projet.
Lieutenant général . . .	48.64 p. c.	48.64 p. c.	53.19 p. c.
Général-major	58.58 —	58.58 —	64.25 —
Colonel	70.58 —	63.16 —	69.98 —
Lieutenant-colonel . . .	73.84 —	67.76 —	77.30 — (1)
Major	72 —	62.85 —	72.58 —
Capitaine commandant . .	68.18 —	64.80 —	74.82 —
Capitaine en second . . .	78.94 —	73.17 —	76.10 —
Lieutenant	85.38 —	71.61 —	82.06 —
Sous-lieutenant	88 —	73.92 —	84.48 —

Pour les officiers supérieurs et subalternes, il semble équitable de rétablir, ou à peu près, le rapport qui existait en 1888 entre le traitement d'activité et le maximum de la pension pour ancienneté, majoré de 20 p. c. pour années d'activité dans le dernier grade.

Il convient que les capitaines commandants, qui forment la catégorie la plus nombreuse d'officiers retraités (40 p. c. du chiffre total), puissent obtenir une pension équivalente aux trois quarts du traitement, lorsque, atteignant la limite d'âge fixée par le Gouvernement, ils sont pensionnés après avoir accompli une carrière normale.

Quant aux titulaires des grades supérieurs — à partir de celui de major — leur pension sera inférieure aux trois quarts du traitement moyen des cinq dernières années d'activité, quotité admise pour les fonctionnaires civils, mais le taux devra cependant se rapprocher d'autant plus de la dite proportion que le rang du pensionné sera moins élevé.

Pour les capitaines en second, les lieutenants et les sous-lieutenants, la proportion des trois quarts continuera, comme sous la législation ancienne, à être dépassée, afin que le montant de la pension réponde aux besoins de la vie matérielle et soit en rapport avec le rang social qu'ils ont occupé.

D'autre part, il convient de ne pas perdre de vue qu'en vertu du principe de la proportionnalité de l'échelle des pensions, il ne serait pas possible d'améliorer les pensions en général, si l'on n'augmentait pas la quotité pour les lieutenants-généraux et les généraux-majors.

Ce principe veut, en effet, qu'à nombre égal d'années de service et quelle que soit son ancienneté dans le dernier grade, le supérieur obtienne toujours une pension plus élevée que son subordonné — d'où la nécessité de fixer les

(1) Ce 77 30 p. c. théorique ne sera jamais atteint en fait, les statistiques montrent qu'à cause de son peu d'ancienneté de grade; le lieutenant-colonel pensionné n'obtiendra en moyenne que 70 p. c. de son traitement.

taux des colonnes 1 et 3 du tarif de manière qu'en les majorant de 20 p. c. (pour 10 ans de grade), les sommes obtenues soient inférieures au taux correspondant du grade immédiatement supérieur.

Les pensions et secours, accordés aux veuves et orphelins dans les conditions spécifiées au titre III de la loi du 24 mai 1838, n'ont plus été révisés depuis trente et un ans (loi du 14 mars 1880).

Il doit être fait exception cependant pour les veuves et orphelins des officiers du grade de capitaine-commandant qui, par la loi du 24 août 1901, ont vu augmenter leurs allocations de 69 francs, soit 8 p. c.

Des critiques ont souvent été formulées au sujet de la modicité des taux de ces pensions et secours qui, étant accordés très rarement, peuvent être majorés dans des proportions assez sérieuses, sans grand inconvénient pour le Trésor public. Le projet fixe la quotité de chacun d'eux à environ le tiers du maximum de la pension pour ancienneté et consacre, relativement aux taux fixés en 1880, des augmentations variant de 4.89 à 35.47 p. c.

L'article 4 du projet se justifie par les considérations suivantes :

Actuellement le taux de la pension des officiers est augmenté de 4, 8, 12, 16 ou 20 p. c., suivant que les intéressés comptent 2, 4, 6, 8 ou 10 années d'activité dans leur dernier grade.

Le maximum absolu de la pension militaire est donc acquis après 40 années de service et 10 ans d'activité dans le grade. Or, il y a lieu de remarquer que le fonctionnaire civil obtient le maximum correspondant à son traitement — c'est-à-dire les trois quarts de celui-ci — lorsque, outre les années de service requises, il a touché le dit traitement pendant seulement cinq ans.

Il y a donc là un régime de défaveur pour les membres de l'armée. S'il est admis que la loi civile des pensions ne peut être substituée d'une pièce à celle des pensions militaires, nous avons, par l'article 4, cherché à nous rapprocher des dispositions de la première.

En amendant la législation dans le sens indiqué, le Gouvernement ne sera plus incité à maintenir au service, quoique ne réunissant plus toutes les qualités voulues pour servir activement, les officiers auxquels il ne manque que quelques mois pour parfaire une période de deux années de grade.

D'autre part, les officiers généraux et supérieurs ne pouvant arriver à accomplir dix années de grade, en abaissant le terme à cinq ans pour les généraux et les colonels et à huit ans pour les lieutenants-colonels et les majors, on leur permettra d'atteindre le maximum de la pension ou un chiffre qui s'en approche.

Enfin, l'article 5 dispose que, dans la supputation des services effectifs pour la pension, il est compté deux années supplémentaires, à titre d'études préliminaires, à tout officier ou fonctionnaire assimilé à ce grade, ne bénéficiant point d'une disposition similaire en vertu des lois antérieures et ce, dans le but de lui permettre, s'il s'est engagé à un âge normal (17 ans), d'atteindre les quarante années créant les titres exigés pour la collation du maximum de la pension.

Il est d'ailleurs équitable de permettre à l'officier issu du cadre de bénéficier des obligations qui lui sont imposées aujourd'hui pour acquérir tout en

rendant des services dans les corps de troupe, les connaissances professionnelles et scientifiques que l'on exige de lui et il n'est pas exagéré, si l'on compte trois années de service pour études à l'officier sortant de l'école militaire, d'accorder deux années de service à l'autre.

Le Gouvernement émet l'espoir que les Chambres législatives voudront bien sanctionner par leur vote les dispositions qui leur sont soumises et qui tendent à récompenser, dans une mesure plus équitable, les services que les officiers ont rendus au pays.

Le Ministre de la Guerre,

J. HELLEBAUT.

Le Ministre des Finances,

MICHEL LEVIE.

Dispositions à abroger ou à modifier.

Art. 1^{er} de la loi du 23 mai 1888.
— Le tarif des pensions militaires, joint à la loi du 14 mars 1880, est remplacé par le tarif annexé à la présente loi, sauf en ce qui concerne les veuves et les orphelins.

Art. 1^{er} de la loi du 24 août 1901.
— Le taux de la pension de tout officier ou fonctionnaire de l'armée, revêtu effectivement ou par assimilation du grade de capitaine commandant, est distinct de celui de la pension afférente au capitaine en second et à ses assimilés dans le rang hiérarchique.

Art. 3 de loi du 27 mai 1840. — Le taux des pensions de réforme est réglé conformément aux dispositions des articles 21 et 22 du titre IV de la loi précitée (loi du 24 mai 1838)

Dispositions proposées.

Art. 1^{er} du projet. — Par modification aux lois du 23 mai 1888 et du 24 août 1901, les pensions de retraite des officiers sont réglées conformément au tarif joint à la présente loi.

Toutefois, la pension de l'officier ayant bénéficié des avantages créés par la loi du 21 mars 1902 sur la rémunération en matière de milice, subit, dans les mêmes conditions que le militaire subalterne, une réduction égale à 2 p. c. du total des sommes (intérêts non compris) qui ont été déposées, en son nom, à la caisse d'épargne, en exécution de la dite loi.

Le taux de la pension ainsi calculée ne peut néanmoins être inférieur à celui déterminé par application de la loi antérieure.

Art. 2 du projet. — L'article 3 de la loi du 27 mai 1840 est abrogé et remplacé par les prescriptions suivantes :

Le taux des pensions de réforme

en réduisant d'un cinquième le montant de la pension calculée.

Art. 1^{er} de la loi du 14 mars 1880.

— Le tarif des pensions militaires joint à la loi du 28 juillet 1871, est remplacé par le tarif annexé à la présente loi.

Art. 3 de la loi du 24 août 1901.

— Les dispositions des tableaux annexés aux lois du 23 mai 1888 et du 14 mars 1880, en tant qu'elles concernent les pensions et les secours accordés aux militaires (1) et aux personnes spécifiées dans les articles 1^{er} et 2^e ci-dessus, sont abrogés et remplacés par les indications du tarif joint à la présente loi.

Art. 17 de la loi du 24 mai 1838.

— La pension de retraite de tout officier, sous-officier, caporal et brigadier, à l'exception des officiers mis au traitement de réforme, ayant douze années d'activité dans son grade, est augmentée du cinquième.

Dans ce cas spécial, le bénéfice du présent article est acquis même aux individus désignés par le précédent paragraphe, qui ont droit au maximum déterminé par le tarif annexé à la présente loi.

Art. 1^{er} de la loi du 9 avril 1841.

— Le bénéfice de l'article 17 de la

est réglé conformément aux dispositions des articles 21 et 22 de la loi du 24 mai 1838 et de l'article 1^{er} (1^{er} et 2^e alinéas) ci-dessus, en réduisant d'un cinquième le montant de la pension ainsi calculée.

La pension ne peut toutefois être moindre que celle prévue par les tarifs joints aux lois du 23 mai 1888 et du 24 août 1901 (colonnes 6, 7 et 8), réduite d'un cinquième.

Art. 3 du projet. — Les tarifs arrêtés par les lois du 14 mars 1880 et du 24 août 1901, en ce qui concerne les pensions et les secours accordés aux veuves et orphelins de militaires, en vertu du titre III de la loi du 24 mai 1838, sont abrogés et remplacés par le tarif (9^e colonne) joint à la présente loi.

Art. 4 du projet. — Par modification aux lois du 24 mai 1838 (art. 17), du 9 avril 1841 (art. 1^{er}), du 23 février 1842 (art. 1^{er}) et du 2 juillet 1896 (art. 1^{er}), la pension de retraite octroyée d'après l'article 1^{er} de la présente loi à tout officier et à tout fonctionnaire assimilé à ce grade, à l'exception de celle des officiers mis au traitement de réforme, est augmentée dans les proportions suivantes en raison d'années d'activité dans le grade.

(1) Capitaines commandants, à leurs veuves et aux orphelins.

loi du 24 mai 1838 est applicable aux pensions pour cause de blessures ou d'infirmités.

Art. 1^{er} de la loi du 25 février 1842. — Le terme de douze années fixé par le § 1^{er} de l'article 17 de la loi du 24 mai 1838 est réduit à dix années.

Art. 1^{er} de la loi du 2 juillet 1896. — Par modification à l'article 17 de la loi du 24 mai 1838 et aux lois du 9 avril 1841 et du 25 février 1842, la pension de tout officier, sous-officier, brigadier ou caporal mis à la retraite pour ancienneté ou du chef d'infirmités contractées par le fait du service, à l'exception de celle des officiers mis au traitement de réforme, est augmenté respectivement de 4, 8, 12 et 16 p. c. lorsque les intéressés comptent, deux, quatre, six et huit années d'activité dans leur grade.

CATÉGORIES.	Quantité de l'augmentation (p. c. du taux de la pension) accordée après le nombre ci-dessous d'années d'activité dans le grade.									
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	
Officier général et colonel.	8. »	12. »	16. »	20. »	—	—	—	—	—	—
Lieutenant colonel et major.	5. »	7.5	10. »	12.5	15. »	17.5	20. »	—	—	—
Officier subalterne. . . .	4. »	6. »	8. »	10. »	12. »	14. »	16. »	18. »	20. »	—

Article 5 du projet. (Disposition nouvelle.) — Dans la supputation des services effectifs pour la pension, il est compté deux années supplémentaires, à titre d'études préliminaires, à tout officier ou fonctionnaire assimilé à ce grade ne bénéficiant point d'une disposition similaire en vertu des lois antérieures.

Art. 6 du projet. — Les pensions et les secours existants au moment de la mise en vigueur de la présente loi seront révisés conformément aux dispositions nouvelles des articles ci-dessus.

Cette révision sortira ses effets à partir du premier jour du trimestre qui suivra la date de la publication.

Art. 7 du projet. — Il est ouvert au Département des Finances un

crédit de quinze mille francs pour couvrir les frais à résulter de la revision prescrite par l'article 6.

Ce crédit sera rattaché au Budget de la Dette publique de l'exercice 1912 à titre de dépense exceptionnelle.



PROJET DE LOI

portant revision des pensions des officiers et des fonctionnaires assimilés à ce grade.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Nos Ministres de la Guerre et des Finances,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté, en Notre nom, aux Chambres législatives par Notre Ministre de la Guerre :

ARTICLE PREMIER.

Par modification aux lois du 23 mai 1888 et du 24 août 1901, les pensions de retraite des officiers sont réglées conformément au tarif joint à la présente loi.

Toutefois, la pension de l'officier ayant bénéficié des avantages créés par la loi du 21 mars 1902 sur la rémunération en matière de milice, subit, dans les mêmes conditions que les militaires subalternes, une réduction égale à 2 p. c. du total des sommes (intérêts non compris), qui ont été déposées en son nom à la Caisse d'épargne, en exécution de la dite loi.

ONTWERP VAN WET

houdende herziening der pensioenen der officieren en der met dezen graad gelijkgestelde ambtenaren.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onze Ministers van Oorlog en van Financiën,

WIJ HERBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het wetsontwerp, waarvan de inhoud volgt, zal in Onzen naam, door Onzen Minister van Oorlog, aan de wetgevende Kamers aangeboden worden.

ARTIKEL EÉN.

Bij wijziging aan de wetten van 23 Mei 1888 en van 24 Augustus 1901, worden de rustpensioenen der officieren geregeld overeenkomstig het bij onderhavige wet gevoegd tarief.

Evenwel ondergaat het pensioen van den officier die van de voordeelen, in 't leven geroepen door de wet van 21 Maart 1902, op de vergelding in zake van militie, genoten heeft, in dezelfde voorwaarden als de ondergeschikte militairen, eene vermindering gelijk aan 2 t. h. van het totaal der sommen (zonder inbegrip der interesten) die, in zijnen naam, in de spaarkas gestort zijn, in uitvoering der gezegde wet.

Le taux de la pension ainsi calculée ne peut néanmoins être inférieur à celui déterminé par application des lois antérieures.

ART. 2.

L'article 5 de la loi du 27 mai 1840 est abrogé et remplacé par les prescriptions suivantes :

Le taux des pensions de réforme est réglé conformément aux dispositions des articles 21 et 22 de la loi du 24 mai 1838 et de l'article 1^{er} (1^{er} et 2^e alinéas) ci-dessus, en réduisant d'un cinquième le montant de la pension ainsi calculée.

La pension ne peut toutefois être moindre que celle prévue par le tarif joint à la loi du 25 mai 1888 et du 24 août 1901 (colonnes 6, 7 et 8), réduite d'un cinquième.

ART. 3.

Les tarifs arrêtés par les lois du 14 mars 1880 et du 24 août 1901, en ce qui concerne les pensions et secours accordés aux veuves et orphelins de militaires, en vertu du titre III de la loi du 24 mai 1838, sont abrogés et remplacés par le tarif (9^e colonne) joint à la présente loi.

ART. 4.

Par modification aux lois du 24 mai 1838 (art. 17), du 19 avril 1841 (art. 1), du 25 février 1842 (art. 1^{er}) et du 2 juillet 1896 (art. 1^{er}), la pension de retraite octroyée d'après l'article premier de la présente loi à tout officier et à tout fonctionnaire assimilé à ce grade, à l'exception de celle des officiers mis au traitement de réforme, est augmentée dans les propor-

Het aldus berekend bedrag van het pensioen, mag evenwel niet minder zijn dan dit vastgesteld bij toepassing der vroegere wetten.

ART. 2.

Artikel 5 der wet van 27 Mei 1840 wordt ingetrokken en vervangen door de volgende bepalingen :

Het bedrag der pensioenen wegens reform wordt geregeld overeenkomstig de schikkingen der artikelen 21 en 22 der wet van 24 Mei 1838 en van artikel 1 (1^e en 2^{de} alinea's) hiervóór, geregeld met het bedrag van het aldus berekend pensioen met één vijfde te verminderen.

Het pensioen mag nochtans niet minder zijn dan dit voorzien bij het tarief gevoegd bij de wet van 25^e Mei 1888 en van 24^e Augustus 1901 (kolommen 6, 7 en 8), verminderd met een vijfde.

ART. 3.

De tarieven bepaald bij de wetten van 14^e Maart 1880 en van 24^e Augustus 1901, voor wat betreft de pensioenen en de hulpgelden verleend aan de weduwen en weezen van militairen, krachtens titel III der wet van 24^e Mei 1838, zijn ingetrokken en vervangen door het tarief (9^{de} kolom) gevoegd bij onderhavige wet.

ART. 4.

Bij wijziging aan de wetten van 24^e Mei 1838 (art. 17) van 9^e April 1841 (art. 1), van 25^e Februari 1842 (art. 1) en van 2^e Juli 1896 (art. 1) wordt het rustpensioen verleend volgens artikel 1 der onderhavige wet, aan ieder officier en ieder met dezen graad gelijk gestelden ambtenaar, bij uitzondering van dit der officieren op jaarwedde wegens reform, vermeerderd

tions suivantes en raison d'années d'activité dans le grade.

naar hierna volgende evenredigheid, wegens jaren werkelijken dienst in den graad :

Catégories. — Categoriën.	Quotité de l'augmentation (p. c. du taux de la pension) accordée après le nombre ci-dessous d'années d'activité dans le grade. Hoeveelheid, der vermeerdering (t. h. van het bedrag van het pensioen) verleend volgens hieronder aangegeven aantal jaren werkelijken dienst in den graad.								
	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Officier général et colonel . <i>Opferofficier en kolonel . . .</i>	8 »	12 »	16 »	20 »	»	»	»	»	»
Lieutenant-colonel et major. <i>Luitenant-kolonel en majoor .</i>	5 »	7.5	10 »	12.5	15 »	17.5	20 »	»	»
Officier subalterne <i>Lager officier</i>	4 »	6 »	8 »	10 »	12 »	14 »	16 »	18 »	20 »

ART. 5.

Dans la supputation des services effectifs pour la pension, il est compté deux années supplémentaires, à titre d'études préliminaires, à tout officier ou fonctionnaire assimilé à ce grade ne bénéficiant point d'une disposition similaire en vertu des lois antérieures.

ART. 6.

Les pensions et les secours existant au moment de la mise en vigueur de la présente loi seront révisés conformément aux dispositions nouvelles des articles ci-dessus.

Cette révision sortira ses effets à partir du 1^{er} jour du trimestre qui suivra la date de la publication.

ART. 7.

Il est ouvert au Département des Finances un crédit de quinze mille francs pour couvrir les frais à résulter de la révision prescrite par l'article 6.

ART. 5.

Bij de berekening der wezenlijke diensten voor het pensioen, wordt er, ten titel van voorafgaandelijke studiën, twee jaar bij geteld, aan ieder officier of met dezen rang gelijk gestelden ambtenaar die krachtens voorgaandewetten van geen zulkdanige schikking genieten.

ART. 6.

De pensioenen en de hulpgelden die op het oogenblik der in kracht stelling der onderhavige wet bestaan, zullen worden herzien overeenkomstig de nieuwe schikkingen der hiervoórgaande artikelen.

Deze herziening zal in werking treden te rekenen van af den 1^{er} dag van den trimester die volgt op de dagteekening harer bekendmaking.

ART. 7.

Er wordt bij het Departement van Financiën een krediet van vijftien duizend frank geopend om de onkosten te dekken voort te spruiten uit de herziening voorgeschreven bij artikel 6.

Ce crédit sera rattaché au Budget de
la Dette publique de l'exercice de 1912
à titre de dépense exceptionnelle.

Dit krediet zal worden gevoegd bij de
Begrooting van de Openbare Schuld voor
het dienstjaar 1912 ten titel van uitzon-
derlijke uitgave.

Donné à Bruxelles, le 18 juin 1911.

Gegeven te Brussel, den 18 Juni 1911

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre de la Guerre,

Van s'Konings wege :
De Minister van Oorlog,

J. HELLEBAUT.

Le Ministre des Finances,

De Minister van Financiën,

Michel LEVIE.



GRADES.	Pension de retraite pour ancienneté de service (art. 1 et 2).			Pension de retraite pour cause de blessures ou d'infirmités provenant de fatigues, accidents ou dangers du service militaire.				Pension de veuves et secours aux orphelins.
	Médium à trente ans de service effectif.	Accroissement pour chaque année de service y compris les campagnes de guerre.	Maximum à 40 ans y compris les campagnes de guerre.	Cécité ou amputation de deux membres (art. 18).	Amputation d'un membre, perte absolue de l'usage d'un ou de deux membres; blessures ou infirmités équivalentes à la perte de l'usage d'un membre (art. 19 et 20).	Blessures ou infirmités militaires dans une des positions prévues à l'article 8 de la loi du 24 mai 1858 (art. 21).		
						Minimum.	Accroissement pour chaque année au delà de 20 ans.	
Lieutenant-général	6,150	205	8,200	12,500	8,200	4,100	205	2,750
Général-major; intendant en chef; inspecteur général du service de santé.	5,400	170	6,800	10,200	6,800	5,400	170	2,270
Colonel; intendant de 1 ^{re} classe; médecin principal de 1 ^{re} classe.	4,155	158 50	5,540	8,510	5,540	2,770	158 50	1,850
Lieutenant-colonel; intendant de 2 ^e classe; médecin principal de 2 ^e classe; pharmacien en chef; vétérinaire en chef	5,455	114 50	4,580	6,870	4,580	2,200	114 50	4,520
Major; sous-intendant de 1 ^{re} classe; officier supérieur du bataillon d'administration; médecin de régiment de 1 ^{re} classe; pharmacien principal; vétérinaire principal	2,850	95	5,800	5,700	5,800	1,900	95	1,270
Capitaine-commandant; capitaine en premier; sous-intendant de 2 ^e classe; officier d'administration de 1 ^{re} classe; médecin de régiment de 2 ^e et de 3 ^e classe; pharmacien de 1 ^{re} classe; vétérinaire de régiment; inspecteur des musiques avec assimilation au grade de capitaine.	2,540	78	5,120	4,680	5,120	1,500	78	1,040
Capitaine en second; sous-intendant de 3 ^e classe; officier d'administration de 2 ^e classe; médecin de bataillon de 1 ^{re} classe; pharmacien de 2 ^e classe; vétérinaire de 1 ^{re} classe.	1,950	65	2,600	5,900	2,600	1,500	65	900
Lieutenant; officier d'administration de 3 ^e classe; médecin de bataillon de 2 ^e classe; pharmacien de 3 ^e classe; vétérinaire de 2 ^e classe; inspecteur des musiques; chef de musique avec assimilation au grade de lieutenant	1,590	55	2,120	5,180	2,120	1,060	55	700
Sous-lieutenant; officier d'administration de 4 ^e classe; médecin adjoint; pharmacien de 4 ^e classe; pharmacien adjoint; vétérinaire de 3 ^e classe; vétérinaire adjoint; chef de musique avec assimilation au grade de sous-lieutenant.	1,520	44	1,760	2,640	1,760	880	44	700

GRADEN.	Ruspensioen voor ouderdom in dienst (art. 1 en 2).			Ruspensioen uit oorzaak van verwondingen of gebrekkigheden voortkomende van vermoedens, ongevallen of gevaren van den militairdienst.					Pensioen der weduwen en hulpgelden aan de wezen.
	Medium op 50 jaar wezenlijken dienst.	Vermeerdering voor ieder jaar dienst met inbegrip der veldtochten.	Maximum op 40 jaar dienst met inbegrip der veldtochten.	Blindheid of afzetten van twee ledematen (art. 18).	Afzetten van één lidmaat, vostrékt verlies van het gebruik van twee ledematen, verwondingen of gebrekkigheden gelijk aan het verlies van het gebruik van één lidmaat (art. 19 en 20).	Verwondingen of gebrekkigheden die den militair in een der gevallen plaatsen voorzien bij artikel 8 der wet van 24 Mei 1838 (art. 21).			
						Minimum.	Vermeerdering voor ieder jaar boven 20 jaar.	Maximum op 40 jaar met inbegrip der veldtochten.	
Luitenant-generaal	6,150	203	8,200	12,500	8,200	4,100	203	8,200	2,730
Generaal-majoor; hoofd-intendant; inspecteur-generaal van den geneeskundigen dienst	5,100	170	6,800	10,200	6,800	3,400	170	6,800	2,270
Kolonel; intendant der 1 ^e klasse; geneesheer principaal der 1 ^e klasse.	4,155	158.50	5,540	8,510	5,540	2,770	158.50	5,540	1,850
Luitenant-kolonel; intendant der 2 ^e klasse; geneesheer principaal der 2 ^e klasse; hoofdapotheker; hoofdpaardenarts	3,455	114.50	4,580	6,870	4,580	2,290	114.50	4,580	1,520
Majoor; onder-intendant der 1 ^e klasse; hoofdofficier van het bataljon van administratie; regiment-geneesheer der 1 ^e klasse; apotheker principaal; paardenarts principaal.	2,850	95	3,800	5,700	3,800	1,900	95	3,800	1,270
Kapitein-commandant; eerste kapitein; onder-intendant der 2 ^e klasse; officier van administratie der 1 ^e klasse; regiment-geneesheer der 2 ^e en der 3 ^e klasse; apotheker der 1 ^e klasse; regiment-paardenarts; inspecteur der muzieken met gelijkstelling met den graad van kapitein	2,540	78	3,120	4,680	3,120	1,560	78	3,120	1,040
Tweede kapitein; onder-intendant der 3 ^e klasse; officier van administratie der 2 ^e klasse; bataljongseneesheer der 4 ^e klasse; apotheker der 2 ^e klasse; paardenarts der 1 ^e klasse.	1,950	63	2,600	3,900	2,600	1,500	63	2,600	900
Luitenant; officier van administratie der 3 ^e klasse; bataljongseneesheer der 3 ^e klasse; apotheker der 3 ^e klasse; paardenarts der 2 ^e klasse; inspecteur der muzieken; muziekmeester met gelijkstelling met den graad van luitenant	1,590	53	2,120	3,180	2,120	1,060	53	2,120	700
Onder-luitenant; officier van administratie der 4 ^e klasse; adjunct-geneesheer; apotheker der 4 ^e klasse; adjunct-apotheker; paardenarts der 3 ^e klasse; adjunct-paardenarts; muziekmeester met gelijkstelling met den graad van onder-luitenant	1,520	44	1,760	2,640	1,760	880	44	1,760	700

(14)

(1)

(N^o 174.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 20 JUNI 1911.

Wetsontwerp houdende herziening der pensioenen der officieren en der met
dezen graad gelijkgestelde ambtenaren.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Het bedrag der militaire pensioenen der veertig laatste jaren is vastgesteld geweest door de wetten van 1871, 1880 en 1888; met uitzondering van twee verbeteringen van weinig belang (1), het bedrag dat thans wordt toegepast is dus van kracht sedert drij en twintig jaar, terwijl de twee laatste algemeene herzieningen elkander met eenen tusschentijd van negen en acht jaar opgevolgd hebben.

Sedert 1888, uitgenomen voor eenige categoriën officieren, zijn de jaarwedden en de soldijen vermeerderd geworden. Bij gevolgtrekking, drong zich dezelfde maatregel op voor de pensioenen, om eene juiste verhouding te behouden tusschen deze onderscheidene verstrekingen, en de leden van het leger niet te doen achterstaan bij de ambtenaren en beamten der burgerlijke besturen, die, regelmatig, een pensioen gelijk aan de drij vierden van hunne gemiddelde jaarwedde der vijf laatste jaren kunnen bekomen.

Het wetsonderwerp dat wij de eer hebben aan de beraadslagingen der Kamer voor te leggen, heeft voor doel: a) het bedrag der pensioenen te verhoogen; b) den werkelijken dienst in den graad te berekenen niet meer per tijdperken van twee jaren, maar per jaar dienst boven twee jaar en, voor de opper- en hoofdofficieren, den termijn van tien jaar werkelijken dienst in den graad te verminderen recht gevende tot het hoogste bedrag

(1) De wet van 2^a Juli 1896 heeft de tien volledige jaren werkelijken dienst in den graad die vermeedering van 20 t. h. bijbrengt, verdeeld in tijdperken van twee jaren die elk recht geven tot eene vermeerdering van 4 t. h. van het bedrag van het pensioen.

De wet van 24 Augustus 1901, die een onderscheiden pensioen vaststelt voor de kapiteins-commandanten, heeft met 8 t. h. het bedrag vermeerderd der vergelding dezer officieren die eertijds het pensioen van tweede kapitein hadden.

van het pensioen; c) aan de uit het kader voortkomende ondergeschikte officieren, dienstjaren toe te kennen voor de examens vereischt krachtens de koninklijke besluiten op de organisatie van het leger, ten einde hun toe te laten het hoogste bedrag van het pensioen te bekomen.

De hiernavolgende cijfers geven aanduiding van : 1^o de verhouding t. h. die in 1888 bestond tusschen het pensioen maximum (40 jaren dienst en 10 jaar graad) en de volledige jaarwedde voor werkelijken dienst; 2^o deze die thans tusschen deze verstrekkingen bestaat en 3^o deze die men zou vaststellen bij het aanvaarden van onze voorstellen.

	In 1888.	Thans.	Ontwerp.
Luitenant-generaal . . .	48,64 t. h.	48,64 t. h.	53,19 t. h.
Generaal-majoor. . . .	58,58 —	58,58 —	64,25 —
Kolonel	70,58 —	63,16 —	69,98 —
Luitenant-kolonel . . .	73,84 —	67,76 —	77,30 — (1)
Majoor.	72,00 —	62,85 —	72,38 —
Kapitein-commandant . .	68,18 —	64,80 —	74,82 —
Tweede kapitein. . . .	78,94 —	73,17 —	76,10 —
Luitenant	85,38 —	71,61 —	82,06 —
Onderluitenant	88,00 —	73,92 —	84,48 —

Voor de hogere en lagere officieren, schijnt het billijk de verhouding te herstellen, of nagenoeg, welke in 1888 bestond tusschen de jaarwedde op activiteit en het maximum van het pensioen wegens ouderdom in graad, vermeerderd met 20 t. h. voor jaren werkelijken dienst in den laatsten graad.

Het betaamt dat de kapiteins- commandanten, die de talrijkste soort der op rustpensioen gestelde officieren uitmaken (40 t. h. van het gezamenlijk getal), een pensioen kunnen bekomen gelijk aan de $\frac{3}{4}$ der jaarwedde, wanneer zij, bij het bereiken van de door de regeering bepaalde ouderdomsgrens, op pensioen gesteld worden na eene gewone loopbaan volbracht te hebben.

Wat betreft de titularissen der hogere graden — van af deze van majoor — zal hun pensioen minder zijn dan de drie vierden van de gemiddelde jaarwedde der vijf laatste jaren werkelijken dienst, hoeveelheid aangenomen voor de burgerlijke ambtenaren, doch het bedrag zal zooveel te meer gemelde verhouding moeten toenaderen dat de rang van den gepensioneerde min verheven is.

Voor de tweede kapiteins, de luitenants en de onder-luitenants, zal de verhouding der drie vierden voorts blijven overschreden worden, zooals onder de voorgaande wetgeving, opdat het bedrag van het pensioen ant-

(1) Dit theoretisch 77,30 t. h. zal inderdaad nooit worden bereikt, de statistieken bewijzen dat om reden van zijnen geringen ouderdom in graad, de gepensioneerde luitenant kolonel als gemiddeld cijfer slechts 70 t. h. van zijne jaarwedde zal trekken.

woorden op de behoeften van het stoffelijk leven en in evenredigheid zij met den maatschappelijken rang welken zij bekleed hebben.

Van anderen kant dient er uit het oog niet verloren, dat krachtens het beginsel der evenredigheid van de schaal der pensioenen, het niet zou mogelijk zijn de pensioenen in 't algemeen te verbeteren, indien men de hoeveelheid niet vermeerderde voor de luitenant-generaals en de generaal-majors.

Volgens dit beginsel wordt inderdaad geëischt dat, bij een zelfde aantal jaren dienst en welk ook zijn ouderdom in den laatsten graad zij, de overste altijd een hooger pensioen bekomme dan zijn ondergeschikte. Alzoo doet zich de noodzakelijkheid gevoelen de bedragen der kolommen 1 tot 3 van het tarief vast te stellen, derwijze dat deze bedragen vermeerderd met 20 t. h. (voor 10 jaar graad), sommen uitmaken die minder zijn dan het bedrag overeenstemmend met den onmiddellijk hooger graad.

De pensioenen en hulpelden verleend aan de weduwen en weezen volgens de voorwaarden vermeld bij titel III van de wet van 24 Mei 1838, zijn niet meer herzien geweest sedert 31 jaar (wet van 14 Maart 1888).

Er dient nochtans uitzondering gemaakt, voor weduwen en weezen der officieren met graad van kapitein-commandant die, bij de wet van 24 Augustus 1901, hunne verstrekkingen met 69 frank, zegge, 8 t. h. hebben zien vermeerderen.

Dikwijls zijn bezwaren geopperd geweest nopens de geringheid van het bedrag dezer pensioenen en hulpelden die, zelden toegestaan zijnde, kunnen vermeerderd worden volgens ernstige verhouding, zonder groot nadeel voor de openbare schatkist. Het ontwerp bepaald de hoeveelheid van elk dezer op ongeveer het derde van het maximum van het pensioen wegens ouderdom in dienst en besteedt, betrekkelijk de bedragen bepaald in 1880, vermeerderingen verschillend van 4,89 tot 35,47 t. h.

Het artikel 4 van het ontwerp wordt door de volgende beschouwingen gerechtvaardigd :

Thans wordt het bedrag van het pensioen der officieren vermeerderd met 4, 8, 12, 16, of 20 t. h., volgens dat de belanghebbenden 2, 4, 6, 8, of 10 jaren werkelijken dienst in hunnen laatsten graad tellen.

Het volstrekt maximum van het militair pensioen wordt dus verworven na 40 jaar dienst en 10 jaar werkelijken dienst in den graad. Welnu, er dient opgemerkt dat de burgerlijke ambtenaar het maximum overeenstemmend met zijne jaarwedde bekomt — 't is te zeggen de $\frac{3}{4}$ van deze laatste — wanneer hij, boven het vereischte aantal jaren dienst, gedurende 5 jaar gemelde jaarwedde getrokken heeft.

Er bestaat dus daar een ongunstig stelsel voor de leden van het leger. Neemt men aan dat de burgerlijke pensioenwet in haar geheel deze der militaire pensioenen niet mag vervangen, zoo hebben wij door artikel 4 naar toenadering tot de schikkingen der eerste gestreeft.

Met de wetgeving in den aangewezen zin te wijzigen, zal de Regeering niet meer aangezet zijn de officieren, wien slechts eenige maanden ontbreken om een tijdperk van twee jaar graad te voleinden, in dienst te behouden alhoewel zij al de vereischte hoedanigheden niet meer bezitten om werkelijk dienst te doen.

Van anderen kant, daar de opper- en hoofd-officiëren geen 10 jaar graad kunnen bekomen, zal men, met den termijn op 5 jaar te brengen voor de generaals en de kolonels en op 8 jaar voor de luitenant-kolonels en de majoors, hen in de mogelijkheid plaatsen het hoogste bedrag van het pensioen of een benaderend cijfer te bekomen.

Ten slotte, art. 5 stelt vast dat in de berekening der werkelijke diensten voor het pensioen, twee bijkomende jaren, ten titel van voorafgaandelijke studiën, worden toegerekend aan iederen officier of met dezen graad gelijkgestelden ambtenaar, die van geene soortgelijke beschikking geniet krachtens de vroegere wetten en dit, ten einde hem toe telaten, indien hij op den gewonen ouderdom (17 jaar) eene dienstverbintenis aangegaan heeft, de 40 jaren te bereiken die de vereischte aanspraken geven tot het toekennen van het maximum van het pensioen.

Het is overigens billijk aan den officier afkomstig van het kader, toe te laten genot te trekken uit de hem thans opgelegde verplichtingen om, wijl hij dienst bewijst bij de troepenkorpsen, de wetenschappelijke en beroepskennissen die men van hem vereischt aan te leeren, en het is niet overdreven, indien men, voor studiën, 3 jaar dienst telt aan den officier die uit de militaire school komt, 2 jaar dienst toe te staan aan den andere.

De Regeering uit de hoop dat de Wetgevende Kamers met hun votum de schikkingen zullen bekrachtigen die hun voorgelegd zijn en die strekken tot het beloonen, op eene meer billijke wijze, der diensten die de officieren aan het Land bewezen hebben.

De Minister van Oorlog,

J. HELELBAUT.

De Minister van Financiën,

MICHEL LEVIE.

Schikkingen in te trekken of te wijzigen.

Art. 1 der wet van 23 Mei 1888. — Het tarief der militaire pensioenen gevoegd bij de wet van 14 Maart 1880, wordt vervangen door het tarief gevoegd bij onderhavige wet uitgenomen voor wat betreft de weduwen en weezen.

Art. 1 der wet van 24 Augustus 1901. — Het bedrag van het pensioen

Voorgestelde schikkingen.

Art. 1 van het ontwerp. — Bij wijziging aan de wetten van 23^e Mei 1888 en van 24^e Augustus 1901, worden de rustpensioenen der officieren geregeld overeenkomstig het tarief gevoegd bij onderhavige wet.

Evenwel ondergaat het pensioen van den officier die genoten heeft van de voordeelen in 't leven ge-

van iederen officier of ambtenaar van het leger, werkelijk of bij gelijkstelling bekleed met den graad van kapitein-commandant, is onderscheiden van dit van het pensioen dat toekomt aan den tweede kapitein en aan zijne gelijkgestellten in den hiërarchieken rang.

Art. 3 der wet van 27 Mei 1840. — Het bedrag der pensioenen wegens reform wordt, overeenkomstig de schikkingen der artikelen 21 en 22 van titel IV der voormelde wet (wet van 24 Mei 1838), geregeld met het bedrag van het berekend pensioen met één vijfde te verminderen.

Art. 1 der wet van 14ⁿ Maart 1880. — Het tarief der militaire pensioenen gevoegd bij de wet van 28ⁿ Juli 1871, wordt vervangen door het bij onderhavige wet gevoegd tarief.

Art. 3 der wet van 24ⁿ Augustus 1901. — De schikkingen der tabellen gevoegd bij de wetten van 23ⁿ Mei 1888 en van 14ⁿ Maart 1880, voor zooveel zij de pensioenen en de hulpgelden betreffen verleend

roepen door de wet van 21ⁿ Maart 1902 op de vergelding in zake van militie, in dezelfde voorwaarden als de ondergeschikte militair, eene vermindering gelijk aan 2 t. h. van het totaal der sommen (zonder inbegrip der interesten), die, in zijnen naam, in de spaarkas gestort zijn, in uitvoering der gezegde wet.

Het bedrag van het aldus berekend pensioen mag evenwel niet minder zijn dan dit vastgesteld bij toepassing der vroegere wet.

Art. 2 van het ontwerp. — Artikel 3 der wet van 27ⁿ Mei 1840 wordt ingetrokken en vervangen door de volgende bepalingen.

Het bedrag der pensioenen wegens reform wordt overeenkomstig de schikkingen der artikelen 21 en 22 der wet van 24 Mei 1838 en van artikel 1 (1^e en 2^e alineas) hiervóór, geregeld met het bedrag van het aldus berekend pensioen met één vijfde te verminderen.

Het pensioen mag nochtans niet minder zijn dan dit voorzien bij de tarieven gevoegd bij de wetten van 23 Mei 1888 en van 24 Augustus 1901 (kolommen 6, 7 en 8), verminderd met één vijfde.

Art. 3 van het ontwerp. — De tarieven bepaald bij de wetten van 14 Maart 1880 en van 24 Augustus 1901, voor wat betreft de pensioenen en hulpgelden verleend aan de weduwen en weezen van militairen, krachtens titel III der wet van 24 Mei 1838, worden ingetrokken en vervangen door het bij onderhavige wet gevoegd tarief (9^e kolom).

aan de militairen (1) en aan de personen aangelduid in artikelen 1 en 2 hierboven, worden ingetrokken en vervangen door de aanwijzingen van het bij onderhavige wet gevoegd besluit.

Art. 17 der wet van 24ⁿ Mei 1838. — Het rustpensioen van ieder officier, onder-officier, korporaal en brigadier, bij uitzondering der officieren op jaarwedde wegens reform, die twaalf jaar werkelijken dienst in hunnen graad tellen, wordt met één vijfde vermeerderd.

In dit bijzonder geval, wordt het voordeel van dit artikel verworven zelfs aan de personen aangewezen bij voorgaande paragraaf, die recht hebben op het maximum bepaald bij het tarief gevoegd bij onderhavige wet.

Art. 1 der wet van 9 April 1841. — Het voordeel van artikel 17 der wet van 24 Mei 1838 is toepasselijk op de pensioenen wegens verwondingen of gebrekkelijkheden.

Art. 1 der wet van 25 Februari 1842. — De termijn van twaalf jaar bepaald bij § 1 van artikel 17 der wet van 24 Mei 1838, wordt teruggebracht op tien jaar.

Art. 1 der wet van 2 Juli 1896. — Bij wijziging van artikel 17 der wet van 24 Mei 1838 en der wetten van 9 April 1841 en van 25 Februari 1842, wordt het pensioen van ieder officier, onder-officier, brigadier of korporaal op rustpensioen gesteld wegens dienstouderdom of uit hoofde van gebrekkelijkheden bekomen door het feit van het dienst, bij uitzondering van dit der officieren op

Art. 4 van het ontwerp. — Bij wijziging aan de wetten van 24 Mei 1838 (art. 17), van 9 April 1841 (art. 1), van 25 Februari 1842 (art. 1) en van 2 Juli 1896 (art. 1), wordt het rustpensioen verleend volgens artikel 1 der onderhavige wet aan ieder officier of met dezen rang gelijkgestellten ambtenaar, bij uitzondering van dit der officieren op jaarwedde wegens reform, vermeerderd naar hiernavolgende evenredigheid wegens jaren werkelijken dienst in den graad.

CATEGORIËN.	Hoeveelheid der vermeerdering (t. h. van het bedrag van het pensioen) verleend volgens hieronder aangegeven aantal jaren werkelijken dienst in den graad.										
	2	3	4	5	6	7	8	9	10		
Opferofficier en kolonel .	8 » 12. » 16. » 20. »				—	—	—	—	—	—	—
Lt. Kolonel en majoor. .	5 » 7.5 » 10. » 12.5 » 15. » 17.5 » 20. »				15. »	17.5 »	20. »	—	—	—	—
Lagere officier. . . .	4 » 6. » 8. » 10. » 12. » 14. » 16. » 18. » 20. »				12. »	14. »	16. »	18. »	20. »		

(1) Kapiteins-commandanten, aan hunne weduwen en aan de wezen.

jaarwedde wegens reform gesteld, vermeerderd onderscheidenlijk met 4, 8, 12 en 16 t. h., wanneer de belanghebbenden twee, vier, zes en acht jaar werkelijken dienst in hunnen graad tellen.

Art. 5 van het ontwerp (nieuwe schikking). — Bij de berekening der wezenlijke diensten voor het pensioen, wordt er ten titel van voorafgaandelijke studiën, twee jaar bijgeteld aan ieder officier of met dezen rang gelijk gestelden ambttenaar, die, krachtens voorgaande wetten, van geen zulkdanige schikking genieten.

Art. 6 van het ontwerp. — De pensioenen en de hulpgelden die op het oogenblik der in kracht stelling der onderhavige wet bestaan, zullen worden herzien overeenkomstig de nieuwe schikkingen der voorgaande artikelen.

Deze herziening zal in werking treden van af den eersten dag van den trimester die volgt op de dagteekening harer bekendmaking.

Artikel 7 van het ontwerp. — Er wordt bij het Departement van Financiën een krediet van vijftien duizend frank geopend om de onkosten te dekken voort te spruiten uit de herziening voorgeschreven bij artikel 6.

Dit krediet zal worden gevoegd bij de Begrooting der Openbare Schuld voor het dienstjaar 1912 ten titel van uitzonderlijke uitgave.



PROJET DE LOI

portant revision des pensions des officiers et des fonctionnaires assimilés à ce grade.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Nos Ministres de la Guerre et des Finances,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté, en Notre nom, aux Chambres législatives par Notre Ministre de la Guerre :

ARTICLE PREMIER.

Par modification aux lois du 23 mai 1888 et du 24 août 1901, les pensions de retraite des officiers sont réglées conformément au tarif joint à la présente loi.

Toutefois, la pension de l'officier ayant bénéficié des avantages créés par la loi du 21 mars 1902 sur la rémunération en matière de milice, subit, dans les mêmes conditions que les militaires subalternes, une réduction égale à 2 p. c. du total des sommes (intérêts non compris), qui ont été déposées en son nom à la Caisse d'épargne, en exécution de la dite loi.

ONTWERP VAN WET

houdende herziening der pensioenen der officieren en der met dezen graad gelijkgestelde ambtenaren.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onze Ministers van Oorlog en van Financiën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het wetsontwerp, waarvan de inhoud volgt, zal in Onzen naam, door Onzen Minister van Oorlog, aan de wetgevende Kamers aangeboden worden.

ARTIKEL EÉN.

Bij wijziging aan de wetten van 23 Mei 1888 en van 24 Augustus 1901, worden de rustpensioenen der officieren geregeld overeenkomstig het bij onderhavige wet gevoegd tarief.

Evenwel ondergaat het pensioen van den officier die genoten heeft van de voordeelen, in 't leven geroepen door de wet van 21 Maart 1902, op de vergelding in zake van militie, in dezelfde voorwaarden als de ondergeschikte militairen, eene vermindering gelijk aan 2 t. h. van het totaal der sommen (zonder inbegrip der interesten) die, in zijnen naam, in de spaarkas gestort zijn, in uitvoering der gezegde wet.

Le taux de la pension ainsi calculée ne peut néanmoins être inférieur à celui déterminé par application des lois antérieures.

ART. 2.

L'article 5 de la loi du 27 mai 1840 est abrogé et remplacé par les prescriptions suivantes :

Le taux des pensions de réforme est réglé conformément aux dispositions des articles 21 et 22 de la loi du 24 mai 1838 et de l'article 1^{er} (1^{er} et 2^e alinéas) ci-dessus, en réduisant d'un cinquième le montant de la pension ainsi calculée.

La pension ne peut toutefois être moindre que celle prévue par le tarif joint à la loi du 23 mai 1888 et du 24 août 1901 (colonnes 6, 7 et 8), réduite d'un cinquième.

ART. 5.

Les tarifs arrêtés par les lois du 14 mars 1880 et du 24 août 1901, en ce qui concerne les pensions et secours accordés aux veuves et orphelins de militaires, en vertu du titre III de la loi du 24 mai 1838, sont abrogés et remplacés par le tarif (9^e colonne) joint à la présente loi.

ART. 4.

Par modification aux lois du 24 mai 1838 (art. 17), du 19 avril 1841 (art. 1), du 25 février 1842 (art. 1^{er}) et du 2 juillet 1896 (art. 1^{er}), la pension de retraite octroyée d'après l'article premier de la présente loi à tout officier et à tout fonctionnaire assimilé à ce grade, à l'exception de celle des officiers mis au traitement de réforme, est augmentée dans les propor-

Het aldus berekend bedrag van het pensioen, mag evenwel niet minder zijn dan dit vastgesteld bij toepassing der vroegere wetten.

ART. 2.

Artikel 5 der wet van 27 Mei 1840 wordt ingetrokken en vervangen door de volgende bepalingen :

Het bedrag der pensioenen wegens reform wordt, overeenkomstig de schikkingen der artikelen 21 en 22 der wet van 24 Mei 1838 en van artikel 1 (1^o en 2^{de} alinea's) hiervóór, geregeld met het bedrag van het aldus berekend pensioen met één vijfde te verminderen.

Het pensioen mag nochtans niet minder zijn dan dit voorzien bij het tarief gevoegd bij de wet van 23^e Mei 1888 en van 24^e Augustus 1901 (kolommen 6, 7 en 8), verminderd met één vijfde.

ART. 5.

De tarieven bepaald bij de wetten van 14^e Maart 1880 en van 24^e Augustus 1901, voor wat betreft de pensioenen en de hulpelden verleend aan de weduwen en weezen van militairen, krachtens titel III der wet van 24^e Mei 1838, worden ingetrokken en vervangen door het tarief (9^{de} kolom) gevoegd bij onderhavige wet.

ART. 4.

Bij wijziging aan de wetten van 24^e Mei 1838 (art. 17) van 9^e April 1841 (art. 1), van 25^e Februari 1842 (art. 1) en van 2^e Juli 1896 (art. 1) wordt het rustpensioen verleend volgens artikel 1 der onderhavige wet, aan ieder officier en ieder met dezen graad gelijk gestelden ambtenaar, bij uitzondering van dit der officieren op jaarwedde wegens reform, vermeerderd

tions suivantes en raison d'années d'activité dans le grade.

naar hierna volgende evenredigheid, wegens jaren werkelijken dienst in den graad :

Catégories. Categoriën.	Quotité de l'augmentation (p. c. du taux de la pension) accordée après le nombre ci-dessous d'années d'activité dans le grade. Hoeveelheid, der vermeerdering (t. h. van het bedrag van het pensioen) verleend volgens hieronder aangegeven aantal jaren werkelijken dienst in den graad.								
	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Officier général et colonel . Opperofficier en kolonel .	8 »	12 »	16 »	20 »	»	»	»	»	»
Lieutenant-colonel et major . Luitenant-kolonel en majoor .	5 »	7.5	10 »	12.5	15 »	17.5	20 »	»	»
Officier subalterne Lagere officier	4 »	6 »	8 »	10 »	12 »	14 »	16 »	18 »	20 »

ART. 5.

Dans la supputation des services effectifs pour la pension, il est compté deux années supplémentaires, à titre d'études préliminaires, à tout officier ou fonctionnaire assimilé à ce grade ne bénéficiant point d'une disposition similaire en vertu des lois antérieures.

ART. 6.

Les pensions et les secours existant au moment de la mise en vigueur de la présente loi seront révisés conformément aux dispositions nouvelles des articles ci-dessus.

Cette révision sortira ses effets à partir du 1^{er} jour du trimestre qui suivra la date de la publication.

ART. 7.

Il est ouvert au Département des Finances un crédit de quinze mille francs pour couvrir les frais à résulter de la révision prescrite par l'article 6.

ART. 5.

Bij de berekening der wezenlijke diensten voor het pensioen, wordt er, ten titel van voorafgaandelijke studiën, twee jaar bij geteld, aan ieder officier of met dezen rang gelijk gestelden ambtenaar die krachtens voorgaande wetten van geen zulkdanige schikking genieten.

ART. 6.

De pensioenen en de hulpgelden die op het oogenblik der in kracht stelling der onderhavige wet bestaan, zullen worden herzien overeenkomstig de nieuwe schikkingen der vóórgaande artikelen.

Deze herziening zal in werking treden van af den eersten dag van den trimester die volgt op de dagteekening harer bekendmaking.

ART. 7.

Er wordt bij het Departement van Financiën een krediet van vijftien duizend frank geopend om de onkosten te dekken voort te spruiten uit de herziening voorgeschreven bij artikel 6.

Ce crédit sera rattaché au Budget de la Dette publique de l'exercice de 1912 à titre de dépense exceptionnelle.

Donné à Bruxelles, le 18 juin 1911.

Dit krediet zal worden gevoegd bij de Begrooting van de Openbare Schuld voor het dienstjaar 1912 ten titel van uitzonderlijke uitgave.

Gegeven te Brussel, den 18 Juni 1911

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre de la Guerre,

J. HELLEBAUT.

Le Ministre des Finances,

Michel LEVIE.

Van s'Konings wege :
De Minister van Oorlog,

De Minister van Financiën,



GRADES.	Pension de retraite pour ancienneté de service (art. 1 et 2).			Pension de retraite pour cause de blessures ou d'infirmités provenant de fatigues, accidents ou dangers du service militaire.				Pension de veuves et secours aux orphelins.	
	Médium à trente ans de service effectif.	Accroissement pour chaque année de service y compris les campagnes de guerre.	Maximum à 40 ans y compris les campagnes de guerre.	Cécité ou amputation de deux membres (art. 18).	Amputation d'un membre, perte absolue d'un ou de deux membres; blessures ou infirmités équivalentes à la perte de l'usage d'un membre (art. 19 et 20).	Blessures ou infirmités montant le militaire dans une des positions prévues à l'article 8 de la loi du 24 mai 1858 (art. 21).			
						Minimum.	Accroissement pour chaque année au delà de 20 ans.		Maximum à 40 ans, campagnes comprises.
Lieutenant-général	6,150	205	8,200	12,500	8,200	4,100	205	8,200	2,750
Général-major; intendant en chef; inspecteur général du service de santé.	5,400	170	6,800	10,200	6,800	5,400	170	6,800	2,270
Colonel; intendant de 1 ^{re} classe; médecin principal de 4 ^{re} classe.	4,135	158.50	5,540	8,510	5,540	2,770	158.50	5,540	1,850
Lieutenant-colonel; intendant de 2 ^e classe; médecin principal de 2 ^e classe; pharmacien en chef; vétérinaire en chef	5,455	114.50	4,880	6,870	4,880	2,200	114.50	4,880	1,520
Major; sous-intendant de 1 ^{re} classe; officier supérieur du bataillon d'administration; médecin de régiment de 1 ^{re} classe; pharmacien principal; vétérinaire principal	2,850	95	5,800	5,700	5,800	1,000	95	5,800	1,270
Capitaine-commandant; capitaine en premier; sous-intendant de 2 ^e classe; officier d'administration de 1 ^{re} classe; médecin de régiment de 2 ^e et de 3 ^e classe; pharmacien de 1 ^{re} classe; vétérinaire de régiment; inspecteur des musiques avec assimilation au grade de capitaine.	2,540	78	5,120	4,080	5,120	1,500	78	5,120	1,040
Capitaine en second; sous-intendant de 3 ^e classe; officier d'administration de 2 ^e classe; médecin de bataillon de 1 ^{re} classe; pharmacien de 2 ^e classe; vétérinaire de 1 ^{re} classe.	1,950	65	2,600	3,900	2,600	1,500	65	2,600	900
Lieutenant; officier d'administration de 3 ^e classe; médecin de bataillon de 2 ^e classe; pharmacien de 3 ^e classe; vétérinaire de 2 ^e classe; inspecteur des musiques; chef de musique avec assimilation au grade de lieutenant.	1,590	55	2,120	3,480	2,120	1,060	55	2,120	760
Sous-lieutenant; officier d'administration de 4 ^e classe; médecin adjoint; pharmacien de 4 ^e classe; pharmacien adjoint; vétérinaire de 3 ^e classe; vétérinaire adjoint; chef de musique avec assimilation au grade de sous-lieutenant.	1,520	44	1,760	2,640	1,760	880	44	1,760	700

GRADEN.	Rustpensioen voor ouderdom in dienst (art. 1 en 2).			Rustpensioen uit oorzaak van verwondingen of gebrekkelijkheden voortko- mende van vermoenissen, ongevallen of gevaaren van den militair dien.					Pensioen der weduwen en hulpgelden aan de weezen.
	Medium op 30 jaar wezenlijken dienst.	Vermeerde- ring voor ieder jaar dienst met inbegrip der veldtochten.	Maximum op 40 jaar dienst met inbegrip der veldtochten.	Blindheid of afzettingen van twee ledematen (art. 18).	Afzettingen van één lidmaat, volstrekt verlies van het ge- bruik van één of twee ledematen, verwondingen of gebrekkelijkheid en gelijk aan het ver- lies van het ge- bruik van één lid- maat (art. 19 en 20).	Verwondingen of gebrekkelijkheden die den militair in een dergelijken plaat- sen voorzien bij artikel 8 der wet van 24 Mei 1838 (art. 24).			
						Minimum.	Vermeer- dering voor ieder jaar boven 20 jaar.	Maximum op 40 jaar met inbegrip der veldtochten.	
Luitenant-generaal	6,150	205	8,200	12,500	8,200	4,100	205	8,200	2,750
Generaal-majoor; hoofd-intendant; inspecteur-generaal van den geneeskundigen dienst	5,100	170	6,800	10,200	6,800	5,400	170	6,800	2,270
Kolonel; intendant der 1 ^e klasse; geneesheer principaal der 1 ^e klasse.	4,155	158.50	5,540	8,510	5,540	2,770	158.50	5,540	1,850
Luitenant-kolonel; intendant der 2 ^e klasse; geneesheer principaal der 2 ^e klasse; hoofdapotheeker; hoofdpaarden- arts	5,455	114.50	4,580	6,870	4,580	2,290	114.50	4,580	1,520
Majoor; onder-intendant der 1 ^e klasse; hoofdofficier van het bataljon van administratie; regiment-geneesheer der 1 ^e klasse; apotheker principaal; paardenarts principaal. Kapitein-commandant; eerste kapitein; onder-intendant der 2 ^e klasse; officier van administratie der 1 ^e klasse; regi- ment-geneesheer der 2 ^e en der 3 ^e klasse; apotheker der 4 ^e klasse; regiment-spaardenarts; inspecteur der muziken met gelijkstelling met den graad van kapitein	2,850	95	5,800	5,700	5,800	1,900	95	5,800	1,270
Tweede kapitein; onder-intendant der 3 ^e klasse; officier van administratie der 2 ^e klasse; bataljon-geneesheer der 1 ^e klasse; apotheker der 2 ^e klasse; paardenarts der 1 ^e klasse. Luitenant; officier van administratie der 3 ^e klasse; batal- jon-geneesheer der 2 ^e klasse; apotheker der 3 ^e klasse; batal- jon-geneesheer der 2 ^e klasse; inspecteur der muziken; muziek- meester met gelijkstelling met den graad van luitenant	2,540	78	5,120	4,680	5,120	1,560	78	5,120	1,040
Luitenant; officier van administratie der 3 ^e klasse; batal- jon-geneesheer der 2 ^e klasse; apotheker der 3 ^e klasse; batal- jon-geneesheer der 2 ^e klasse; inspecteur der muziken; muziek- meester met gelijkstelling met den graad van luitenant	1,950	65	2,600	3,900	2,600	1,500	65	2,600	900
Onder-luitenant; officier van administratie der 4 ^e klasse; adjunct-geneesheer; apotheker der 4 ^e klasse; adjunct- apotheeker; paardenarts der 3 ^e klasse; adjunct-paarden- arts; muziekmeester met gelijkstelling met den graad van onder-luitenant	1,590	53	2,120	3,180	2,120	1,080	53	2,120	700
Onder-luitenant	1,520	44	1,760	2,640	1,760	880	44	1,760	700